



PREFET DU NORD

Préfecture du Nord

Direction de la Coordination
des Politiques Interministérielles

Bureau des installations classées
pour la protection de l'environnement

Réf. :DCPI-BICPE - VD

**Arrêté préfectoral mettant en demeure la société SAPROTEC
de respecter les dispositions des articles 7.7.6.1 et 8.1.1.2 de
l'arrêté préfectoral d'autorisation du 23 décembre 2009
pour son établissement situé à DOUAI – Frais Marais**

Le Préfet de la région Nord - Pas-de-Calais Picardie

Préfet du Nord

Officier de la légion d'Honneur

Commandeur de l'ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement et notamment ses livres I, II et V, en particulier ses articles L.171-8, L.172-1, L.511-1, L.514-5 ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration, et notamment son article L 411-2 ;

Vu le code de justice administrative, et notamment son article R 421-1 ;

Vu le décret du 21 avril 2016 portant nomination du préfet de la région Nord – Pas-de-Calais – Picardie, préfet de la zone de défense et de sécurité Nord, préfet du Nord – M. LALANDE Michel ;

Vu l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 relatif aux installations de traitements de surfaces soumises à autorisation au titre de la rubrique 2565 de la nomenclature des installations classées ;

Vu l'arrêté préfectoral du 23 juillet 2018 portant délégation de signature à M. Thierry MAILLES, en qualité de secrétaire général adjoint de la préfecture du Nord ;

Vu l'arrêté préfectoral du 3 novembre 1993, modifié le 23 décembre 2009, autorisant la société SAPROTEC, siège social : 3393, route de Tournai - 59500 DOUAI Frais Marais - à exercer une activité de traitement de surface à cette même adresse, notamment ses articles qui disposent :

- 7.7.6.1 : « l'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction, sont collectées grâce à un bassin de confinement ou un autre dispositif équivalent. Elles ne peuvent être rejetées au milieu récepteur qu'après contrôle de leur qualité et, si besoin, un traitement approprié.

La capacité de rétention est dimensionné compte tenu des eaux potentiellement polluées susceptibles d'être générées.

L'exploitant doit être en mesure de justifier le dimensionnement de la capacité de rétention de ces eaux potentiellement polluées »

- 8.1.1.2 : « les bâtiments abritant l'installation sont équipés en partie haute de dispositifs conformes à la réglementation en vigueur permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie. Ces dispositifs doivent être adaptés aux risques particuliers de l'installation et être à commande automatique et manuelle. Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès » ;

Vu le courrier du Service Départemental d'Incendie et de Secours du 12 mai 2017 et son compte rendu du 11 mai 2018 établi à la suite de la réunion du 9 mai 2018 ;

Vu le rapport Auddicé (rapport version 2 de mai 2017 - dossier 16 05 0041) relatif à l'audit réglementaire du site ;

Vu le dossier de porter à connaissance du 27 juin 2018 reçu le 29 juin 2018 en sous-préfecture de DOUAI ;

Vu le rapport du 3 août 2018 du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement, transmis à l'exploitant par courrier du 8 août 2018, conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement, et l'invitant à faire part de ses observations dans un délai de 10 jours ;

Vu l'absence de réponse de l'exploitant au terme du délai imparti ;

Considérant que :

- l'examen du dossier de porter à connaissance susvisé permet de confirmer l'absence de dispositifs de désenfumage répondant aux exigences de l'arrêté préfectoral du 23 décembre 2009 et l'absence de bassin de rétention des eaux d'extinction en cas d'incendie,
- les engagements pris par l'exploitant sont insuffisants en ce qui concerne la mise en conformité des installations existantes,
- la mise en conformité du site ne doit pas être subordonnée à la réalisation du projet d'extension,
- ces non conformités persistent depuis de nombreuses années et qu'elles étaient déjà signalées dans le bilan réglementaire établi par le bureau d'étude Auddicé (rapport version 2 de mai 2017 - dossier 16 05 0041),
- l'absence de rétention pour les eaux d'extinction engendre un risque avéré de pollution de la Scarpe et/ou du réseau public par les eaux éventuellement polluées en cas d'incendie,
- l'absence de désenfumage rend l'évacuation des fumées et gaz chauds impossible et rend donc difficile l'évacuation rapide et sûre du personnel, et participe à la propagation de l'incendie et gêne les opérations de secours ;

Considérant que ces constats constituent un manquement aux dispositions des articles 7.7.6.1 et 8.1.1.2 de l'arrêté préfectoral du 29 décembre 2009 susvisé ;

Considérant que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société SAPROTEC de respecter les dispositions des articles 7.7.6.1 et 8.1.1.2 de l'arrêté préfectoral susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture du Nord par intérim,

ARRÊTE

Article 1^{er} - La société SAPROTEC, dont le siège social est situé à DOUAI - Frais Marais - 3393 route de Tournai, est mise en demeure, pour les activités qu'elle exerce à cette même adresse, de respecter les prescriptions des articles 7.7.6.1 et 8.1.1.2 de l'arrêté préfectoral du 23 décembre 2009, en installant et mettant en service :

- **sous 6 mois**, un bassin de confinement ou un autre dispositif équivalent capable de collecter l'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction, et en fournissant, **sous 2 mois**, le bon de commande de l'équipement accompagné de l'échéancier de réalisation,

- **sous 1 mois**, des dispositifs - en partie haute des bâtiments - conformes à la réglementation en vigueur permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie.

Ces dispositifs sont adaptés aux risques particuliers de l'installation et sont à commande automatique et manuelle. Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès.

Une attestation de conformité des installations à la réglementation en vigueur sera communiquée au préfet dans le même délai.

Ces délais courent à compter de la date de notification à l'exploitant du présent arrêté.

Article 2 – Sanctions

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues par les dispositions de l'article L. 171-8 du même code.

Article 3 - Délais et voies et délais de recours

La présente décision peut faire l'objet d'un recours administratif dans un délai de deux mois à compter de sa notification en application de l'article L411-2 du code des relations entre le public et l'administration :

- recours gracieux, adressé à M. le préfet du Nord, préfet de la région des Hauts-de-France – 12, rue Jean sans Peur – 59039 LILLE CEDEX.
- et/ou recours hiérarchique, adressé à Monsieur le Ministre de la Transition écologique et solidaire – Grande Arche de la Défense - 92055 LA DEFENSE CEDEX.

En outre, la décision peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Lille dans un délai de deux mois conformément aux dispositions de l'article R421-1 du code de justice administrative.

Après un recours gracieux ou hiérarchique, le délai de recours contentieux est prolongé de deux mois.

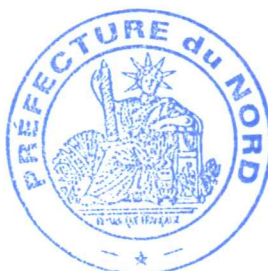
Article 4 - Le secrétaire général de la préfecture du Nord par intérim et le sous-préfet de DOUAI sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont copie sera adressée aux :

- maire de DOUAI,
- directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement ;

En vue de l'information des tiers, un exemplaire du présent arrêté sera déposé en mairie de DOUAI et pourra y être consulté ; un extrait de l'arrêté, énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affiché en mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire .

Fait à Lille, le **24 AOUT 2018**

Pour le préfet,



Pour le préfet et par délégation
Le Secrétaire Général Adjoint

[Signature]
Thierry MAILLES